**Zeitschrift:** Domaine public
**Herausgeber:** Domaine public
**Band:** 25 (1988)
**Heft:** 933

**Artikel:** Désinformation : salir Allende et susurrer "Vive Pinochet"
**Autor:** [s.n.]
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-1018482

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 03.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Salir Allende et susurrer «Vive Pinochet»

**(*réd*) Radio et télévision sont sous surveillance critique. A côté du contrôle médiamétrique, est organisée une écoute de contenu. Mme France-Line Matile, députée libérale vaudoise, est rédactrice du bulletin de l'AVTA (Association vaudoise des téléspectateurs et auditeurs). Elle exprime des réactions de droite. Elle aborde dans une lettre à ses «abonnés» (25.11.88) le grand sujet de la «désinformation». Un lecteur, qui séjournant fréquemment au Chili a préféré ne pas signer, nous envoie une protestation, que la rédaction assume entièrement.**

Un extrait de la lettre de l'AVTA:

*Depuis quelque temps, nous sommes plus particulièrement préoccupés par les questions ayant trait à la désinformation, c'est-à-dire à la circulation de messages faux, incomplets, partiaux ou déformant la vérité. Nous essayerons de montrer pratiquement comment on crée un «mouvement international».*

*Nous avions par exemple récemment parlé de l'assassinat d'Allende; on nous a écrit pour nous dire qu'il s'était lui-même donné la mort avec un fusil que lui avait offert son ami Fidel Castro. C'était un comble: nous-mêmes propagions un élément de désinformation visant à faire apparaître Allende comme un saint et un martyr. Diverses lectures nous ont présenté un visage d'Allende totalement différent de celui décrit par les grands médias occidentaux, en particulier la RTSR: un homme corrompu, ayant livré son pays aux forces communistes extérieures, offert les entreprises nationalisées aux responsables des principaux partis de gauche et d'extrême gauche, incapable de diriger un pays qui s'enfonçait dans la misère et la faim. On découvre parallèlement que le général Pinochet, qui n'est certes pas un «tendre», a organisé le pays, donné à manger à son peuple, largement jugulé l'inflation, augmenté le pouvoir d'achat des Chiliens, selon Mme Jeanne Smits qui cite, dans* Présent *(quotidien français) du mercredi 28 septembre 1988, un récent article de* Newsweek. *Comment expliquer la différence entre ces affirmations et la campagne de dénigrement contre le général Pinochet à laquelle nous avons assisté chez nous?*

La réaction du lecteur:

Une dictature «de droite» ne justifie ni n'excuse une tyrannie «de gauche». Et l'on ne saurait fermer les yeux sur la première parce qu'elle est anticommuniste et que cela peut donc servir. «Vous qui dénoncez Pinochet, regardez les goulags soviétiques», osent dire en substance de braves gens, qui ne lèvent pas même un petit doigt solidaire envers les dissidents de l'est et dont les amis commercent sans pudeur avec Moscou. La débilité de ce jeu, portant à tolérer les horreurs de la droite extrême parce que l'extrême gauche répondrait d'abominations, est indigne.

Mais l'attitude de ceux que l'on cite au début de ces lignes n'en appelle pas moins l'attention. Ces informations sortent d'une circulaire de l'AVTA; leur source: un article d'un quotidien étranger citant un autre organe étranger. C'est tout.

Que le président Allende ait été tué par les militaires qui assiégeaient le Palais gouvernemental et abattu comme l'ont révélé certaines sources des forces armées, ou qu'il se soit suicidé parce que, tout étant perdu, il n'a pas voulu que le président constitutionnel du Chili tombe aux mains de militaires traîtres à leur serment, ce n'est pas fondamental: moralement et politiquement, ce dernier geste ne serait pas moins noble. On peut diverger d'opinion, mais il faut savoir que la vérité n'est pas faite sur cette mort.

De là à colporter encore la prétendue corruption d'Allende, leitmotiv autojustificateur que publia un livre signé par Augusto Pinochet, *Le Jour décisif*, dans les années qui suivirent le coup d'Etat, il y a plus d'un pas. Car même ses adversaires politiques ont reconnu en Salvador Allende un homme probe, qui a consacré sa vie, avant de la sacrifier, à ce qu'il croyait bon et juste pour l'épanouissement du peuple chilien dans une démocratie pluraliste. Un saint? Certainement pas; mais un patriote honnête et un démocrate intransigeant, dont l'erreur fut sans doute de sous-estimer la perfidie de ses ennemis, de surestimer leur attachement à la démocratie et de mal apprécier la solidité de certains de ses partisans.

Sur le plan économique, on ne peut mettre en avant les insuccès de l'Unité populaire, qui sont loin d'être totaux, sans évoquer le blocus qu'imposaient au Chili les milieux financiers occidentaux déterminés à asphyxier le pays. On ne peut décemment monter en épingle certains indicateurs économiques favorables aujourd'hui en se contentant d'affirmer que Pinochet a donné à manger à son peuple et augmenté le pouvoir d'achat (depuis quand?) sans dire aussi, car c'est fondamental, que cela se serait fait au détriment de la large fraction la plus défavorisée et en bradant à jamais les richesses du pays à des investisseurs étrangers: car le pouvoir d'achat des salariés chiliens est inférieur à ce qu'il était en 1973 (*Le Monde*, 1er novembre 1988). Cinq millions de Chiliens (40% de la population) demeurent au-dessous du seuil de pauvreté (*Gazette de Lausanne*, 4 novembre 1988).

Mais laissons parler un journaliste chilien:

*«Pressé de compléter son projet antinational, le régime prend une série de mesures pour «transnationaliser» et privatiser le reste des biens et ressources naturels chiliens. Dans son audace, le plan gouvernemental va jusqu'à l'aliénation de la télévision nationale, après l'avoir soumise pendant quinze ans à des menées totalitaires. Les dernières entreprises de tous les Chiliens attendent leur tour pour être vendues à vil prix, en même temps que nos forêts, nos gisements et notre mer sont soumis à une exploitation inique et dévastatrice.*

*L'ample majorité du pays a dit NON au Gouvernement dans son vœu de se perpétuer mais, par-dessus tout, lui a administré un complet camouflet pour sa politique économique si contraire à l'intérêt de la patrie. Dès lors, il apparaît scandaleux que ceux qui ont été mis en déroute persistent à amplifier de pareilles absurdités.»*

Et d'où ce journaliste, Juan Pablo Cárdenas, écrivait-il cela en novembre? De la prison où il passait depuis près de deux ans ses nuits et ses fins de semaines, condamné pour s'être déjà exprimé librement.

Restons attentifs, avant de faire passer ici pour information sur une prétendue désinformation ce qui n'est, simplement, que désinformation. ■